



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTÈRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DU DÉVELOPPEMENT ET
DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES**



AGENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LOUGA

RAPPORT ANNUEL 2020

Décembre 2020

Table des matières

Table des matières	2
Liste des Graphique	4
Liste des annexes.....	5
Liste des sigles et abréviations	5
Résumé exécutif.....	7
Introduction.....	11
1.1 Evolution des indicateurs régionaux	13
1.2 Axe 1 : Appui à la planification locale, au renforcement des capacités et à la gouvernance des collectivités territoriales.....	15
1.2.1. Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires	15
1.2.2. Appui à la planification locale	15
1.2.3. Appui à la gouvernance des collectivités territoriales.....	17
1.3 Axe 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales	27
1.3.1. Etat de mise en œuvre des activités	27
1.3.2. Appui à la valorisation des mécanismes de financement	29
1.3.2.1. Mobilisation des contreparties des CT	29
1.3.2.2 Mobilisation des contributions du PNDL	29
1.3.2.3 Présentation des microprojets par secteur.....	29
1.3.3. Appui pour la réalisation d'études techniques	32
1.3.4 Appui à la passation de marchés.....	32
1.3.5 Appui à la réalisation des ouvrages et à la réception des fournitures.....	33
1.4. Axe 3 : Appui au développement économique local.....	35
1.4.1 Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires	35
1.4.2 Appui au développement des filières porteuses	35
1.4.2.1 Accompagnement des porteurs d'initiatives économiques.....	37
1.4.2.2 Accompagnement à la valorisation des territoires.....	42

1.5 Axe 4 : Appui à l’harmonisation des interventions, au suivi-évaluation et à l’animation des cadres de concertation	42
1.5.1 Niveau d’atteinte des résultats intermédiaires	42
1.5.2 Etat de mise en œuvre des activités.....	43
1.5.2.1 Appui à l’harmonisation des interventions	43
1.5.2.2 Appui à l’animation des cadres de concertation.....	44
1.5.2.2.1 Appui au suivi-évaluation	44
1.6 Axe 5 : Pilotage de l’Agence Régionale de Développement	48
1.6.1 Gestion et coordination de l’ARD	48
1.6.2 Communication.....	49
1.6.3 Partenariat	49
2. Etat d’exécution fiduciaire	50
2.1 Etat d’exécution des marchés.....	50
2.2 Etat d’exécution financière	50
2.2.1 Situation de la mobilisation des fonds	50
2.2.2 Par axe d’intervention	51
2.2.3 Par partenaire	52
3.Difficultés majeures rencontrées et solutions mises en œuvre et/ou préconisées	52
4. Conclusion, leçons apprises et recommandations	53
5.Les perspectives pour 2021	53
6. Annexes	56

Liste des Graphique

Graphique 1 : Répartition des investissements par département ...**Erreur ! Signet non défini.**

Graphique 2 : Répartition des investissements par secteur **Erreur ! Signet non défini.**

Liste des tableaux

Tableau 1 : Indicateurs synthétiques de présentation de la région de Louga en 2019	13
Tableau 2 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires à l'ARD de Louga.	15
Tableau 3 : Situation des CT dotées de documents de planification dans la région de Louga. 16	
Tableau 4 : niveau d'avancement du plan d'actions CTC 2020 (CMO)	18
Tableau 5 : niveau d'avancement du plan de travail CTC 2020 (IDP pour la Commune de Louga)	23
Tableau 6 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires à l'ARD de Louga.	27
Tableau 7 : Récapitulatif des résultats intermédiaires de l'appui à la DEL.....	35
Tableau 8 : Plan d'actions global	36
Tableau 9 : Appui des MDL aux renforcements des capacités.....	37
Tableau 10 : Accompagnement des MDL.....	39
Tableau 11 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires.....	42
2.1 Etat d'exécution des marchés.....	50
Tableau 12 : Etat d'exécution des marchés programmés pour l'ARD en 2020.....	50
Tableau 13 : Situation de la mobilisation des fonds de l'ARD	51
Tableau 14 : Situation des partenaires mobilisés par axe d'intervention.....	51
Tableau 15 : Situation financière par partenaire.	52

Liste des annexes

Annexe 1 : Situation technique et financière des FDL 57

Annexe 2 : Suivi des renforcement de capacités au 31 décembre 2018..... **Erreur ! Signet non défini.**

Annexe 3 : suivi de la dimension environnementale (PNDL) au 31 décembre 2018
.....**Erreur ! Signet non défini.**

Liste des sigles et abréviations

ACP : Agent Comptable Particulier

ADM : Agence de Développement Municipal

ARD : Agence Régionale de Développement

ART GOLD : Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques pour une Gouvernance Locale de Développement

CA : Compte administratif

CFL : Commission de Fiscalité Locale

CIMD : Conseil Interministériel Délocalisé

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales.

CMO : Conditions minimales obligatoires

CT : Collectivités territoriales

CT : Conférence territoriale

CTC : Coaching Territoriale Continu

DAEL : Division Appui à l'Economie Locale

DAF : Division Administrative et Financière

DAMO : Division Appui à la Maîtrise d'Ouvrage

DEL : Développement économique local

DCT : Direction des collectivités territoriales

DGID : Direction générale des impôts et domaines

DSE : Division Suivi Evaluation

DOB : Débat d'orientation budgétaire

DPF : Division de la Planification et de la Formation

DT : Développement territorial

FECT : Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales

FERA : Fonds d'Entretien routier Autonome

GOM : Gestion des Ordures ménagères
IdP : Indicateurs de Performance
ILD : Indicateurs liés aux Décaissements
MDL : Maison de Développement Local
MP : Micro Projet
PACASEN : Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal
PADEL : Projet d'Appui au Développement Economique Local
PAFA-E : Projet d'appuis aux filières agricoles extension
PARCA : Plan annuel de renforcement des capacités
PARFA : **Projet d'appui à la résilience des filières agricoles**
PAI : Plan Annuel d'Investissement
PDC : Plan Développement Communal
PDD : Plan Départemental de Développement
PDZP/PNDL : Projet de Désenclavement des Zones de Productions en appui au Programme National de Développement Local
PIC : Programme Indicatif de Coopération
PIC : Plan d'Investissement Communal
PIE : Porteurs d'Initiatives Economiques
PISET : Plateforme d'Information et de Suivi Evaluation du développement Territorial
PNDL : Programme National de Développement Local
PPM : Plan de Passation des Marchés
PPC : Projet Pistes Communautaires
PRES : Programme de Renforcement de la Résilience Economique et Sociale des Populations
PSE : Plan Sénégal Emergent
PTBA : Plan de Travail et Budget Annuel
PTI : Plan Triennal d'Investissement
PUDC : Programme d'Urgence de Développement Communautaire
RAC : Revue Annuelle Conjointe
SISEPA : Système d'Information et de Suivi Evaluation du PNDL et des ARD
STD : Services techniques déconcentrés
SRDEL : Stratégie régionale de développement économique locale

Résumé exécutif

Le présent rapport annuel de l'Agence régionale de développement de Louga passe en revue les différentes activités inscrites dans le plan de travail et du budget annuel de 2020.

D'importants résultats ont été réalisés au cours de cette année malgré la pandémie mondiale de la COVID 19.

Axe 1 : Appui à la planification locale, au renforcement des capacités et à la gouvernance territoriale

Dans le domaine de la planification, sur cinquante-huit (58) CT, seulement quatorze (14) disposent d'un document en cours de validité, seul un (celui de Darou Mousty) est le fruit de l'expérimentation du nouveau guide tenant en compte l'intégration de dimensions transversales. Durant l'année 2020, l'ARD a appuyer l'élaboration de documents d'identification de projets prioritaires (2021-2023) dans 54 CT de la région dans le cadre de la formulation du PACASEN rural. Par ailleurs, la mise en œuvre des activités du CTC ont permis à l'ARD à :

- appuyer les CT dans la constitution des justificatifs liés à la contestation des résultats provisoires du rapport EP 2020 et à leur transmission dans les délais ; et
- accompagner les communes dans l'atteinte des performances (CMO/IdP) pour l'évaluation de 2021.

Axe 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales

De 2007 à 2020 globalement 251 conventions ont été signées entre le PNDL et les collectivités territoriales de la région pour un montant total de 6 703 401 000 CFA pour 954 microprojets.

Dans le cadre du PARFA, deux conventions ont été signées avec les communes de Ouarkhokh et de Boulal pour un montant global de 168 801 721 FCFA.

Dans le cadre du PDZP, une nouvelle convention de financement a été signée pour un montant global de 800 000 000 F CFA avec la commune de Keur Momar Sarr.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PACASEN, durant l'année 2020, les communes pilotes (Louga, Kébémér, Linguère et Dahra) ont bénéficié d'importants investissements avec un montant global de 442 174 676 F CFA à travers le guichet performance du FECT 2020. L'ARD a appuyé ainsi la mise en œuvre de ces investissements dans le cadre du plan d'actions du CTC.

Par rapport aux études techniques, la DAMO a soutenu globalement l'élaboration de **133** dossiers de consultation des collectivités territoriales et des partenaires de la région durant l'année 2020.

Sur le plan de l'appui à la passation des marchés, globalement toutes les 58 CT ont vu leurs PPM publiés sur le portail avant la fin du premier semestre soit un taux de 100%.

Axe 3 : Appui au développement économique local

L'ARD en collaboration avec les Conseils départementaux, continu d'appuyer la mise en œuvre des projets structurants issus de la SRDEL, malgré l'achèvement du programme SEN 029, principal bailleur.

Dans le cadre du PDZP, des ateliers d'identification et de validation des filières porteuses ont été organisés et des plans d'actions élaborés dans les communes d'intervention du projet : Mboula, Kamb, Thiamene Cayor, Sam Yabal.

Dans le cadre du partenariat avec le projet sur l'autonomisation des femmes et des jeunes du Projet Sectoriel Eau et Assainissement (PSEA), les groupements de femmes et les associations de jeunes des communes de Louga, Sakal, Thiéppe, Ndoyène, Boulal et Sagata Djolof ont pu bénéficier des renforcements de capacités. Le projet prévoit, de réaliser et d'équiper cinq (5) unités de production de savon dans les communes sus mentionnées et une unité régionale de confection de serviette hygiénique à Louga.

Dans le cadre de l'accompagnement à la formalisation, un guichet mobile a

été organisé par l'APIX-SA en collaboration avec l'ARD et la MDL du 15 au 17 décembre 2020 dans la région de Louga.

Dans le cadre de la relance des MDL, après la mise en œuvre des activités d'ancrage, la dynamique de continuité s'est de plus en plus accrue à travers l'exécution des PTBA 2020 en rapport avec l'ARD.

Axe 4 : Appui à l'harmonisation des interventions, au suivi-évaluation et à l'animation des cadres de concertation

Avec la situation de pandémie de la COVID 19, l'atelier de validation du rapport de la RAC 2020 ne s'est pas tenu.

Dans le cadre du suivi environnemental et social des projets de la région le COMREEC de Louga a élaboré un projet FVC pour le département de Louga.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Renforcement de la Résilience Economique et Sociale des Populations (PRES), le Comité Régional de Pilotage, de Supervision et de Validation a effectué une mission de suivi-évaluation de la distribution des kits alimentaires, et procédé à la sélection et la pré-validation des demandes de financement des fonds de résilience destinés aux acteurs de l'agriculture et la Pêche artisanale.

Après trois années de mise en œuvre (2017, 2018 et 2019) le programme santé ABT USAID qui appuie les efforts du Gouvernement pour améliorer l'état de santé des populations sénégalaises a jugé nécessaire de capitaliser l'expérience du Financement Direct en tant que bonne pratique de gestion permettant de faciliter l'accès aux services de santé au niveau régional.

Axe 5 : Pilotage de l'Agence Régionale de Développement

Depuis plusieurs années déjà, l'ARD a mis en place toute une stratégie pour répondre aux multiples sollicitations des différents partenaires. Ainsi, malgré les nombreuses difficultés, elle a pu obtenir durant cette année 2020 des résultats assez satisfaisants.

Toutefois, la mise en œuvre des activités de l'ARD est marquée par quelques contraintes notamment les retards et les lenteurs notées dans la mobilisation des ressources et la faiblesse de la contribution des CT ; mais également la faiblesse et la vétusté des moyens logistiques.

Sur le plan de la communication, un ensemble de supports visuels ont été confectionnés et un site web en cours de finalisation, pour améliorer et diffuser les valeurs de cette structure partout ou de besoin.

Dans le cadre d'une mission d'évaluation des ARD commanditée par le MCTDAT, une équipe d'évaluateurs, a séjourné à Louga du 02 au 04 novembre 2020. Cet exercice a permis aux évaluateurs et l'équipe de l'ARD d'échanger sur les missions réelles de l'ARD, les objectifs, les réalisations faites et les contraintes/difficultés qu'éprouve l'agence régionale de développement de Louga.

Introduction

Suivant les dispositions du décret en vigueur N° 2012-106 du 18 Janvier 2012 modifié par le décret N° 2014-1263 du 07 Octobre 2014, l'Agence régionale de développement a pour mission générale, l'appui technique aux interventions et initiatives des collectivités Territoriales en matière de développement.

Ses différentes missions sont structurées autour de cinq (05) axes stratégiques que sont :

Axe 1 : Appui à la planification locale, au renforcement des capacités et à la gouvernance locale ;

Axe 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales ;

Axe 3 : Appui au développement économique local ;

Axe 4 : Appui au développement de partenariats et à l'harmonisation des interventions ; et

Axe 5 : Pilotage de l'Agence Régionale de Développement.

Spécifiquement, l'ARD s'occupe de :

- l'appui et la facilitation à la planification du développement local ;
- l'appui à la mise en cohérence des interventions entre collectivités locales d'une même région d'une part et avec les politiques et plans nationaux d'autre part ;
- le suivi évaluation des programmes et plans d'actions de développement local ;
- l'appui à la maîtrise d'ouvrage des CT ;
- l'appui à l'exécution des projets et programmes ;
- l'élaboration et de l'appui à l'exécution et le suivi des contrats de mise à disposition des services extérieurs de l'Etat ;
- l'élaboration et du suivi des contrats plans ;
- l'appui à l'animation, à la mise en œuvre et au suivi des initiatives des Collectivités locales en matière de coopération décentralisée.

L'année 2020 a été une année exceptionnelle avec l'apparition de la pandémie de la COVID 19. Face à cette situation, le Gouvernement du

Sénégal a mis en place une stratégie de contingentement et de riposte de la maladie avec beaucoup de mesures restrictives qui ont bouleversé le fonctionnement de l'ensemble des services et organisations et impacté sur les activités et les résultats prévus

Le présent rapport annuel fait le bilan des activités réalisées entre janvier et décembre 2020, donne des recommandations et annonce les activités prévues pour 2021. Il est structuré en cinq parties :

- 1.** Bilan des résultats et des activités ;
- 2.** Etat d'exécution fiduciaire ;
- 3.** Difficultés majeures rencontrées et solutions mises en œuvre et/ou préconisées ;
- 4.** Conclusions, leçons apprises et recommandations ; et
- 5.** Perspectives pour l'année 2021.

1 Bilan des résultats et des activités par axe

1.1 Evolution des indicateurs régionaux

Tableau 1 : Indicateurs synthétiques de présentation de la région de Louga en 2019

INDICATEURS		ANNEES					
		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'accès aux services sociaux de base en milieu rural		70%	70%				
Taux d'occupation de la population située entre 15 ans et plus	Total	35%		61,5%	87,55%	72,54%	90,25%
	Femmes	16%					
	Hommes	57,90%					
Taux de chômage	Total	30,80%		38,5%	12,45%	27,46%	9,75%
	Femmes	50,20%	50,20%				
	Hommes	21,30%	21,30%				
Taux brut de scolarisation élémentaire	Total	67,2%	69,1%	71,01%	69,36%	74,5%	70,40%
	Filles	75,8%	76,7%	80,13%	78,35%	78,3%	79,5%
	Garçons	59,6%	62,3%	62,76%	61,14%	70,4%	61,9%
Taux d'achèvement du primaire	Total	65,5%	46,6%	47,60%	46,60%	46,4%	49,40%
	Filles	76,3%	52,9%	54,30%	54,99%	50,9%	57,2%
	Garçons	56,4%	41,0%	41,50%	39,04%	42,0%	42,3%
Taux d'achèvement moyen	Total			25,40%	23,99%	26,1%	25,50%
Taux brut d'Admission au CI	Total	86,8%	89,1%	92,80%	105,22%	97,8%	90,6%
	Filles	95,7%	99,4%	106,00%	112,59%	98,8%	101,2%
	Garçons	78,7%	79,8%	80,60%	98,26%	96,6%	80,7%
Taux de redoublement élémentaire	Total	2,93%	2,9%	4,10%	4,3%	3,94%	3%
	Filles	2,69%	2,6%	3,90%	3,6%	4,07%	3%

	Garçons	3,19%	3,3%	4,30%	5,0%	3,78%	3,1%
Effectifs (public, privé, apprentissage) de la FPT		771	795		702	669	757
Nombre de Personnes vivant avec le VIH sous ARV		843	659	690	1060	1117	ND
Mortalité infantile		57‰		41‰	48‰		ND
Mortalité juvénile		28‰		12‰	17‰		ND
Mortalité infanto juvénile		60‰		52‰	64‰	ND	ND
Pourcentage de patients régulièrement suivis sous ARV		94,10%	72,10%	98,14%	99,90%	97,29%	ND
Taux de prévalence du VIH/Sida dans la population		0,10%		0,5%	0,1%	0,4%	0,4%
Proportion d'accouchements effectués dans les formations sanitaires (assistés par du personnel formé)		42,20%	42,20%	67,1%	64,00%	58,93%	56,8%
Proportion d'enfants (0-11 mois) complètement vaccinés		72%	72%	76%	90%	88%	90%
Taux de dépistage à la Tuberculose		37%	37%	53%	49%	58%	75%
Taux de guérison à la Tuberculose		88%	88%	91%	87%	88%	90%
Taux de morbidité proportionnel du paludisme		3‰	3‰	0,59%	0,03%	0,6%	<5‰
Incidence paludisme		3‰	3‰	3,6‰	2,2‰	2,6‰	NR
Taux d'accès global à l'eau potable	Urbain	90,4%	90%				
	Rural	83,32%	83,32%	84,6%	84,2%	91,8%	91,86%
Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural		51,40%	51,50%	52,1%	55,2 %	54,6%	56%

Taux d'accès à l'assainissement en %milieu urbain			50,8 %	49,8 %	ND	NR
--	--	--	--------	--------	----	----

Source : Rapport ARD, 2020.

1.2 Axe 1 : Appui à la planification locale, au renforcement des capacités et à la gouvernance des collectivités territoriales

1.2.1. Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires

Pour 2020, le tableau ci-dessous nous informe sur le niveau d'atteinte des résultats intermédiaires à Louga.

Tableau 2 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires à l'ARD de Louga.

Résultats intermédiaires	Indicateurs	Valeurs atteintes (1) Année N	Valeurs cibles (2) Année N	Taux de réalisation (3)=(1)/(2) x100 Année N
Planification locale appuyée	Pourcentage de plans de développement réalisés	00	05	0%
Capacités des acteurs locaux renforcés	Nombre d'acteurs locaux formés	688	ND	--

Source : Rapport ARD, 2020.

1.2.2. Appui à la planification locale

Depuis la réactualisation du Guide harmonisé de planification par la plateforme nationale, des efforts sont faits dans l'accompagnement des CT pour leur doter de document de référence pour la détermination de leurs politiques locales de développement. Dans ce sens, de 2016 à 2020, l'accompagnement du PNDL et de ses partenaires reste la plus dominante.

Ceci nous a permis d'avoir le tableau récapitulatif ci-dessous, indiquant les CT ayant des documents de planification encours de validité dans toute la région.

Tableau 3 : Situation des CT dotées de documents de planification dans la région de Louga.

Départements	Collectivités territoriales	Etat de mise en œuvre
Louga	CD Louga	-Document finalisé.
	Louga	-Document finalisé.
	Pété Ouarack	-Document finalisé.
	Sakal	-Document finalisé.
Linguère	Dahra	-Document finalisé.
	Linguère	-Document adopté et en cours de finalisation.
	Barkédji	-Document finalisé.
	Labgar	-Document finalisé et non encore approuvé.
	CD Linguère	-Document finalisé et non encore approuvé.
Kébémér	Ndandé	-Document finalisé.
	CD Kébémér	-Document finalisé.
	Bandègne	-Document finalisé.
	Guéoul	-Document finalisé.
	Darou Mousty	-Document finalisé.
Total		14

Notons que sur les quatorze (14) documents encours de validité, seul un (celui de Darou Mousty) est le fruit de l'expérimentation du nouveau guide tenant en compte l'intégration de dimensions transversales telles que la nutrition, le changement climatique, le genre et la migration.

Cependant, malgré les efforts consentis, un besoin d'accompagnement dans l'élaboration de 44 documents de planification existe dans la région. Dès lors, nous pensons que la non-satisfaction de ce besoin pourrait porter atteinte de manière considérable, à l'amélioration de la gouvernance de nos collectivités territoriales.

Dans le cadre de la formulation du PACASEN rural coordonné par le PNDL au niveau national, l'ARD a coordonné au niveau régional en rapport avec les STD, l'élaboration de documents d'identification des projets prioritaires (2021-2023) dans 54 CT de la région de Louga.

1.2.3. Appui à la gouvernance des collectivités territoriales

Dans le cadre du PACASEN : Dans le cadre de la collaboration entre l'ARD et l'ADM qui coordonne le Programme d'appui aux Communes et agglomérations du Sénégal dont quatre communes pilotes (Louga, Kébémér, Dahra et Linguère) sont bénéficiaires, l'ARD est chargée du Coaching Territorial Continu qui est principalement axé sur les questions de bonne gouvernance avec des références tirées généralement du Code Général des Collectivités territoriales.

Durant l'année 2020, la mise en œuvre des activités du CTC ont permis à l'ARD d'appuyer les CT dans la constitution des justificatifs liés à la contestation des résultats provisoires du rapport EP 2020 et à leur transmission dans les délais. Dans le même sens l'ARD a appuyé les communes pilotes à mettre en œuvre les activités identifiés dans le plan d'action du CTC et liées au respect des CMO et à l'atteinte des IdP.

Ainsi, les tableaux ci-dessous nous renseignent sur l'état d'avancement du plan d'actions du CTC durant cette année.

Tableau 4 : niveau d'avancement du plan d'actions CTC 2020 (CMO)

Activités	Objectif année 2020	Louga		Linguère		Dahra		Kébémér	
		Taux d'exécution année 2020	Commentaires (taux d'exécution d'ici la fin de l'année 2020, justificatifs en cas de retards)	Taux d'exécution année 2020	Commentaires (taux d'exécution d'ici la fin de l'année 2020, justificatifs en cas de retards)	Taux d'exécution année 2020	Commentaires (taux d'exécution d'ici la fin de l'année 2020, justificatifs en cas de retards)	Taux d'exécution année 2020	Commentaires (taux d'exécution d'ici la fin de l'année 2020, justificatifs en cas de retards)
CMO.1 Le budget primitif pour l'année N est voté par le CM et soumis au représentant de l'Etat au plus tard le 31/12/ année N-1	Voter et transmettre le budget primitif avant le 31/12/2020	Réalisée (50%)	100%, (DOB tenu le 30 septembre 2020, le vote et la transmission du budget se feront le mois de décembre)	Réalisé (50%)	100%, (DOB déjà tenu, le vote et la transmission se feront le mois de décembre)	Réalisé (50%)	100%, (DOB déjà tenu, le vote et la transmission du budget primitif se feront le mois de décembre)	Réalisé (100%)	DOB tenu le 25 septembre, le budget est voté le 08 décembre et soumis au représentant de l'Etat
CMO.2 Le Compte Administratif de l'année N-2	Voter et transmettre le CA 2019 à la DCT avant le	Réalisé (100%)	Le CA 2019 est voté le 30 septembre 2020 et	Réalisé (100%)	Le CA 2019 est voté le 23 septembre	Réalisé (100%)	Le CA 2019 est voté par le CM le 28 septembre et	Réalisé (100%)	Le CA 2019 voté par le CM le 25 septembre et

est voté par le CM et transmis à la DCL avant le 31/10/ N-1	31/10/2020		transmis à la DCT le 15 octobre 2020		et transmis à la DCT le 29 septembre 2020)		transmis à la DCT le 29 septembre 2020		transmis à la DCT le 29 septembre 2020
CMO.3 La Commune respecte ses engagements vis-à-vis de sa dette du PRECOL/ PAC pour l'année N-1 et a enregistré le montant du moratoire dans son budget pour l'année N	Veiller au respect de l'engagement de la commune vis-à-vis de la dette	Réalisé (50%)	100% (la commune a payé jusqu'au mois de juillet, pour le reste de l'année, l'engagement est en cours de traitement)	La commune n'a pas de dette PRECOL/ PAC	La commune n'a pas de dette PRECOL/ PAC	La commune n'a pas de dette PRECOL/ PAC	La commune n'a pas de dette PRECOL/ PAC	Réalisé (100%)	La commune a respecté son engagement pour 2020
CMO.4 La Commune a effectué les arrangements nécessaires pour régler sa participation financière pour le fonctionnement de l'ARD concernée au titre de l'année	Régler la participation effective pour le fonctionnement de l'ARD	Réalisé (100%)	La participation est effective	Réalisé (100%)	La participation est effective	Réalisé (100%)	La participation est Effective	Réalisé (100%)	La participation Est effective

N-1									
CMO.5 Plan de renforcement des capacités pour les Communes et les zones Urbaines pour l'année N soumis à la DCT avant le 31/12/N-1	Elaborer et transmettre le PARCA à la DCT avant le 31/12/2020	Réalisé (100%)	Le PARCA est adopté par le CM le 30 septembre, soumis à l'ADM via l'ARD le 30 septembre et transmis à la DCT le 15 octobre 2020	Réalisé (100%)	le PARCA est adopté par le CM 23 septembre et transmis à la DCT le 29 septembre 2020	Réalisé (100%)	Le PARCA est adopté par le CM le 28 septembre et transmis à la DCT le 29 septembre 2020	Réalisé (100%)	Le PARCA est adoptée par le CM le 25 septembre et transmis à la DCT le 29 septembre 2020
CMO.6 Programme d'investissement triennal glissant à jour et soumis à la DCT avant le 31/12/N-1	Actualiser et transmettre le PTI avant le 31/12/2020	Réalisée (50%)	100% (PTI/PAI actualisé le 30 novembre 2020, reste l'adoption par le CM et la transmission à la DCT)	Réalisé (50%)	100% (PTI/PAI actualisé le 4 décembre 2020, reste l'adoption et la transmission à la DCT)	Réalisé (50%)	100% (PTI/PAI actualisé le 27 novembre 2020 reste l'adoption par le CM et la transmission à la DCT)	Réalisé (50%)	100% (PTI/PAI actualisé le 17 novembre 2020 reste l'adoption par le CM et la transmission à la DCT)
CMO.7 La Commune a soumis le Plan de passation de marchés pour ses dépenses d'investissement	Soumettre le PPM avant le 1er Décembre 2020	Réalisée (100%)	PPM publié le 30 novembre 2020	Réalisé (100%)	PPM publié le 25 novembre 2020	Réalisé (100%)	PPM est publié le 26 novembre 2020	Réalisé (100%)	PPM publié le 30 novembre 2020

nt à la DCMP avant le 1er décembre pendant l'année N-1									
CMO.8 La Commune a respecté les dispositions du manuel de procédures relatif à l'évaluation environnementale et sociale des projets pendant l'année N-1	Respecter les procédures relatives au screening pour les projets	Non réalisée (0%)	Difficulté de suivi des projets avec la commune qui a signé la MOD, manque d'informations sur le niveau de mise en œuvre des investissements	Réalisé (50%)	Des fiches de screening sont effectuées, reste la validation par la DRECC	Réalisé (50%)	100% (des fiches screening sont effectuées pour les projets, reste la validation par la DRECC)	Réalisé (50%)	100% (des fiches screening sont effectuées pour les projets, reste la validation par la DRECC)
Appui à la mise en œuvre des investissements	Accompagner les Ct dans l'exécution et le suivi des investissements	Réalisée (10%)	Difficulté de suivi des projets avec la commune qui a signé la MOD, manque d'informations sur le niveau de mise en œuvre des investissements	Réalisé (20%)	100% (la commune a été appuyée dans l'élaboration des dossiers techniques, de consultations et au lancement des	Réalisé (40%)	100%, (la commune a été appuyé dans l'élaboration des dossiers techniques, de consultations et au lancement des	Réalisé (80%)	100%, (la commune à terminer presque les travaux et commence la réception de certains tels que la construction des salles de classe à l'école

			nts		marchés)		marchés)		Kébémér 6)
Evaluation des performances	Appuyer les CT dans la préparation, l'autoévaluation et la transmission dans les délais, les dossiers de EP à la DCT	Réalisée (20%)	100% (le courrier indiquant la liste des CMO et IDP scorant pour l'année d'évaluation est transmis aux maires, l'essentiel des autres activités sera déroulé durant le mois de décembre 2020)	Réalisé (20%)	100% (le courrier indiquant la liste des CMO et IDP scorant pour l'année d'évaluation est transmis au maires, l'essentiel des autres activités sera déroulés durant le mois de décembre 2020)	Réalisé (20%)	100% (le courrier indiquant la liste des CMO et IDP scorant pour l'année d'évaluation est transmis aux maires, l'essentiel des autres activités sera déroulés durant le mois de décembre)	Réalisé (20%)	100% (le courrier indiquant la liste des CMO et IDP scorant pour l'année d'évaluation est transmis aux maires, l'essentiel des autres activités sera déroulés durant le mois de décembre)
Commission de Fiscalité Locale (CFL)	Appuyer l'opérationnalisation de la CFL de la commune	Réalisée (50%)	CFL déjà mis en place, reste la tenue régulière de réunion pour un meilleur suivi du plan d'action	Réalisé (50%)	100% (CFL déjà mis en place, reste la tenue régulière de réunion pour un meilleur suivi du plan d'action)	Réalisé (50%)	100% (CFL déjà installé, le recensement des niches fiscales effectué, reste la tenue régulière de réunion pour un meilleur	Réalisé (50%)	100% (CFL déjà mis en place, reste la tenue régulière de réunion pour un meilleur suivi du plan d'action)

							suivi du plan d'action)		
Mécanisme provisoire de gestion des plaintes et doléances	Mettre en place et vulgariser le mécanisme de gestion des plaintes et doléances	Réalisée (100%)	100% (reste le traitement des plaintes et doléances)	Réalisé (50%)	100%,(reste la formalisation du dispositif)	Réalisé (100%)	100% (reste le traitement des plaintes et doléances)	Réalisé (100%)	100% (reste le traitement des plaintes et doléances)

Source : Rapport d'étape PACASEN, Décembre 2020

Tableau 5 : niveau d'avancement du plan de travail CTC 2020 (IDP pour la Commune de Louga)

Activités	Objectif année 2020	Taux d'exécution année 2020	Commentaires (taux d'exécution d'ici la fin de l'année 2020, justificatifs en cas de retards)
IDP.1 Amélioration de la capacité d'autofinancement	Améliorer la capacité d'autofinancement de la CT	Non réalisé (0%)	Réunion sur l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources pas encore tenue
IdP 2. L'amélioration de la sincérité du budget	Améliorer la sincérité du budget	Réalisé (100%)	La commune est sensibilisée sur l'importance de cet indicateur lors de l'élaboration du budget
IdP.3 Augmentation du recouvrement des taxes et redevances par la commune	Augmenter le recouvrement des taxes et redevances	Réalisé (50%)	l'exécutif local est sensibilisé sur la nécessité de disposer d'émissions exhaustives et fiables et sur la nécessité de disposer auprès du receveur la situation trimestrielle de l'état de recouvrement, reste la sensibilisation des collecteurs sur leurs rôles et responsabilités dans le recouvrement

IdP. 4 La Commune a mis en place une commission fiscale locale qui est opérationnelle, avec l'appui de la DGID	Mettre en place une CFL fonctionnelle	Réalisé (50%)	CFL déjà mis en place, reste la tenue régulière de réunion pour un meilleur suivi du plan d'action
IdP. 5 Gestion Informatisée du budget	Non évalué	Non évalué	Non évalué
IdP. 6 Contrôle de la masse salariale (Baisse de 10% par an du ratio dépenses de personnel/ dépenses courantes du Compte Administratif)	Contrôler la masse salariale de la CT	Réalisé (50%)	Une réunion est déjà tenue avec le RPM pour discuter de la situation
IDP. 7 Publication des décisions du conseil municipal utilisant au moins deux méthodes de communication (affichage en public et en ligne, portail web ou autres)	Utiliser au moins deux méthodes de communication pour la publication des décisions du CM	Réalisé (100%)	Les décisions sont publiés dans le tableau d'affichage et en ligne (page Facebook de la commune)
IDP 8. Tenue d'au moins une réunion publique 15 jours avant l'organisation du Débat d'orientation budgétaire	Tenir une réunion avant le DOB	Réalisé (100%)	La commune a tenu une réunion publique le 14 septembre 2020 sur les orientations budgétaires
IDP. 9 Mise en place d'un système de gestion des doléances fonctionnel	Mettre en place un système de gestion fonctionnel	Réalisé (100%)	100% (reste le traitement des plaintes et doléances)
IdP 10 : Recrutement conforme aux organigrammes types avec des profils de Secrétaire Municipal, de DAF et de DST correspondants aux descriptions d'emploi développé par la DCT	Non évalué	Non évalué	Non évalué

IdP 11. Choix des modalités de maîtrise d'ouvrage pour l'exécution des investissements, en conformité avec les dispositions du manuel d'opération du programme (application de la grille d'évaluation, etc.)	Non évalué	Non évalué	Non évalué
IdP 12. Adoption et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités (PARCA)	Adopter et mettre en œuvre le PARCA	Réalisé (100%)	le PARCA élaboré suivant le canevas et adopté par le CM le 30 septembre 2020
IdP 13. Affectation et exécution de crédits à l'entretien des investissements (vérifiée par le budget principal de l'année N ou par le compte de gestion de l'Année N-2)	Affecter et exécuter les crédits pour l'entretien des investissements	Réalisé (20%)	Des crédits sont affectés pour l'entretien des investissements mais la difficulté réside dans l'exécution

Source : Rapport d'étape PACASEN, Décembre 2020

Ces situations montrent un niveau d'exécution satisfaisant du plan d'actions CTC, néanmoins des efforts doivent être faits afin de permettre aux CT pilotes d'accéder au guichet « dotations conditionnelles » du FECT par le respect des CMO et l'atteinte des IDP concernant la commune de Louga.

Dans le cadre du PASPED : dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 3 du programme PASPED Relative à la « Mise en place d'un système incitatif pour l'insertion des jeunes diplômés dans le marché du travail », une convention de partenariat entre AICS et ARD de Louga a été signée le 30 Avril 2020. La mise en route de cette convention se réalise dans un contexte particulier lié à la covid-19 ; ce qui a occasionné quelques lenteurs par rapport à certaines activités. L'ARD en tant que bras technique des CT, a pu dérouler

les activités prévues telles que la cartographie du secteur privé régional, l'analyse des besoins des MPME et l'appel à candidature pour le recrutement des stagiaires selon les besoins exprimés (soit 350 demandes de stage) par les entreprises. A la suite de la réalisation des activités phares, un avis à manifestation a été lancé du 13 au 23 octobre 2020 par l'ARD de Louga pour le recrutement de 148 stagiaires dans 84 MPME qui adhèrent au programme PASPED. Ainsi, il a permis de recenser dans la plateforme¹ de candidature 720 dossiers tous profils confondus. Et dans ce sillage de dossiers de candidature seuls les 634 candidats ont respecté les critères de sélection établis dans la plateforme. Par conséquent, parmi les 634, l'équipe avait proposé une liste de trois candidats par profils demandé pour chacune des MPME qui adhèrent à la composante 3. Partant de ce fait, les MPME ont procédé à des sélections définitives selon leur besoin en postes exprimé lors de l'analyse des besoins.

Actuellement, les 148 stagiaires sélectionnés ont commencé à travailler depuis le 1ère décembre 2020 dans 73 MPME de la région de Louga pour une durée de douze (12) mois.

Dans le cadre du litige foncier opposant le Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agro-business au Sénégal (**PDIDAS**) et la société privée " **GO GROUPE** " dans la commune de Syer : sur instruction du Ministre de l'Intérieur, le Gouverneur de Louga a mis en place une Commission technique régionale chargée de mener une étude en vue du règlement du litige. Ainsi, L'ARD étant l'un des acteurs clés dans la commission technique, a participé à la mission. Une réunion de la commission technique régionale, s'est réunie le vendredi 17 juillet 2020 à l'ARD de Louga pour partager les TDR de mission, échanger sur les modalités pratiques, définir la méthodologie et les outils pouvant permettre d'avoir des éléments d'éclaircissements.

¹ Logiciel de recrutement des stagiaires conçus par l'ARD de Louga

1.3 Axe 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales

Tableau 6 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires à l'ARD de Louga.

Résultats intermédiaires	Indicateurs	Valeurs atteintes (1) Année N	Valeurs cibles (2) Année N	Taux de réalisation (3)=(1)/(2) x100 Année N
Signature des conventions appuyée	Nombre de conventions signées	03	10	30%
Mécanisme de financements valorisés	Nombre de nouveaux mécanismes de financement valorisés	1	10	10%
	Nombre de nouvelles CT ayant bénéficié d'un financement dans le cadre de la Coopération Décentralisée et/ou intercommunalité	0	10	0%
Réalisation d'études appuyée	Nombre d'études réalisées	133	58	229%
Passation des marchés appuyée	Pourcentage de PPM appuyés	58	58	100%
	Nombre de dossiers techniques élaborés	133	58	229%

Source : Rapport ARD, 2020

1.3.1. Etat de mise en œuvre des activités

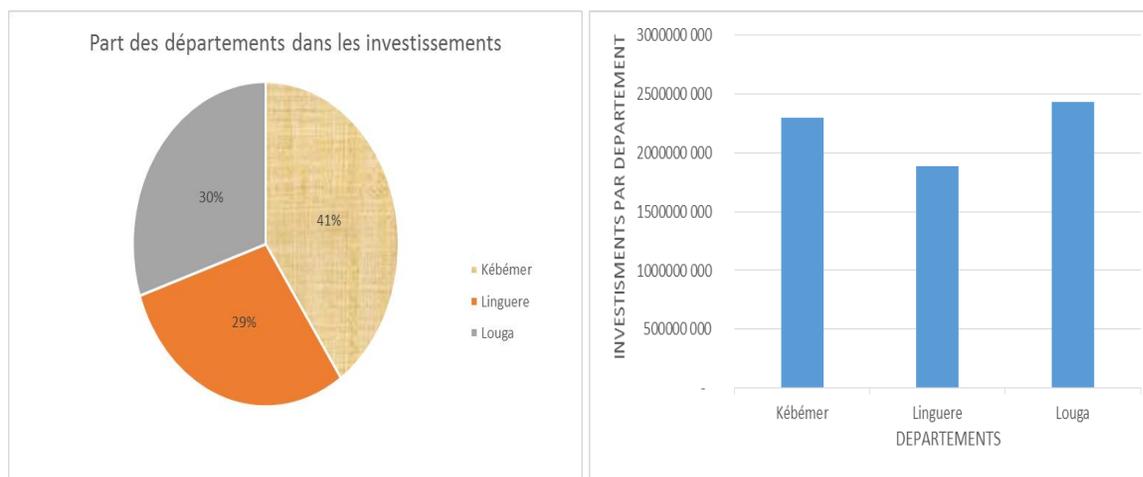
1.3.1.1 Appui à la signature des conventions de financement

Dans le cadre du PNDL

Le Programme National de Développement Local (PNDL) est initié par le Gouvernement du Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement Local. Il a ainsi appuyé de nombreuses réalisations qui ont permis de mailler tout le territoire régional.

Globalement de 2007 à 2020, 251 conventions de financement ont été signées avec les collectivités territoriales de la région pour un montant total de 6 703 401 000 CFA pour 954 microprojets. Ainsi la typologie de ces microprojets par secteur et par département est répartie comme suit :

Diagramme 1 : Répartition des investissements par département



Comme indiqué dans les diagrammes ci-dessus, le département de Kébémér devance les autres départements avec 41% du financement global accordé par le PNDL pour 385 microprojets retenus. Il est suivi de Louga qui a obtenu 30% du financement pour 287 MP retenus. Le département de Linguère vient en dernière position avec seulement 29% du financement et 2801 MP retenus.

Au cours de l'année 2020, il n'a été procédé à la signature d'aucune nouvelle convention de financement.

Dans le cadre du PARFA

Durant l'année 2020, deux conventions de financement ont été signées avec les communes de Ouarkhokh et Boulal dans le département de Linguère, région de Louga respectivement pour des montants de 70 962 840 F CFA TTC et 97 838 881 F CFA TTC.

Dans le cadre du PDZP/PNDL

Le Projet de Désenclavement des Zones de Production en appui au PNDL (PDZP/PNDL) a procédé à la signature d'une nouvelle convention de financement en 2020 pour un montant 800 000 000 F CFA pour la commune Keur Momar Sarr dans la région de Louga.

1.3.2. Appui à la valorisation des mécanismes de financement

1.3.2.1. Mobilisation des contreparties des CT

Globalement depuis 2007, les CT ont mobilisé 657 359 000 FCFA pour les conventions de financement toutes générations confondues.

1.3.2.2 Mobilisation des contributions du PNDL

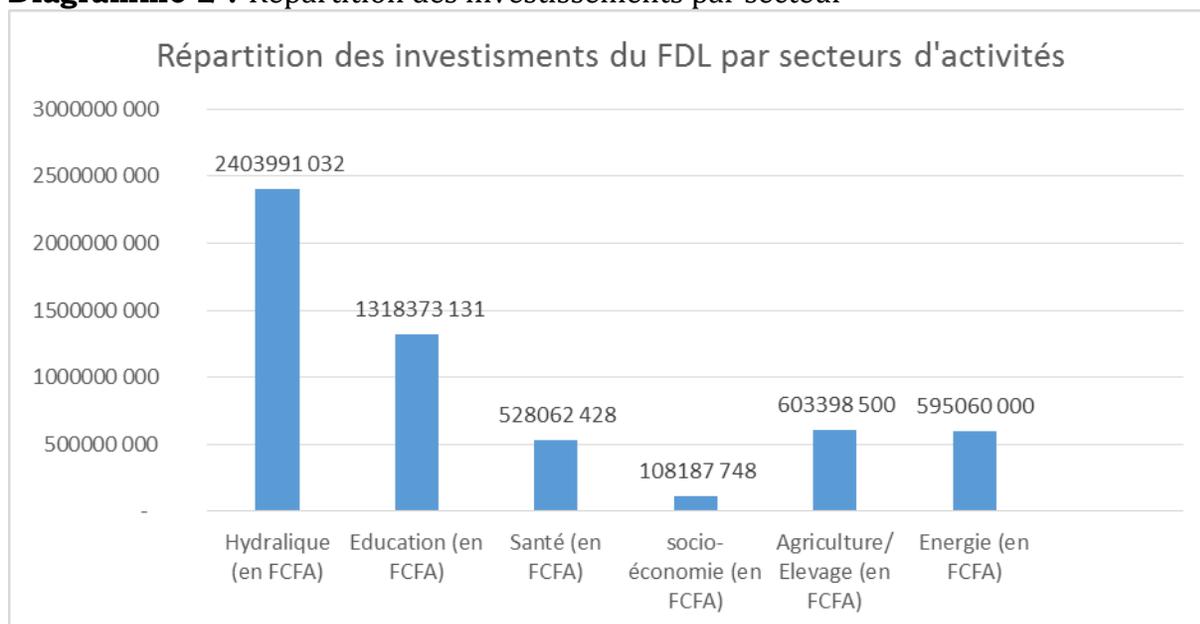
Globalement, les CT de la région ont reçu du PNDL, dans le cadre de la mise en œuvre du FDL, toutes générations confondues, un montant total de 6 703 401 000 FCFA.

1.3.2.3 Présentation des microprojets par secteur

Dans le cadre du PNDL

Les fonds du PNDL sont orientés vers les secteurs prioritaires des populations comme l'hydraulique, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage, les infrastructures socioéconomiques...comme nous le montre le diagramme ci-dessous :

Diagramme 2 : Répartition des investissements par secteur



Ainsi, une analyse approfondie de cette répartition du montant total des conventions toutes générations confondues selon les secteurs met en évidence

une nette priorité accordée au secteur de l'hydraulique (37%), suivi de celui de l'éducation (22%), de l'agriculture/élevage, de l'énergie, de la santé et socio-économique qui viennent en dernière position avec respectivement 14%,12%, 10% et 06 %.

a) Le Secteur de l'Hydraulique

L'hydraulique constitue la première priorité pour les décideurs territoriaux de la région qui ont investi depuis 2007, 2 384 900 620 FCFA dans ce secteur, soit 37% du financement global. Ce qui a permis aux CT bénéficiaires de réaliser **287 MP**. Ainsi, d'importants travaux d'adduction d'eau potable ont été réalisés avec **564,566 km** de conduites posées pour desservir de nombreux villages et hameaux de la région.

b) Le secteur de l'Education

Les collectivités territoriales bénéficiaires des conventions avec le PNDL ont investi globalement 1 499 373 131 FCFA dans le secteur de l'éducation soit 22% du financement global. Les microprojets qui sont au nombre de **209**, tournent autour de la construction et l'équipement de salles de classe, de murs de clôture, de bloc administratif et d'ouvrages annexes (points d'eau, blocs d'hygiène, etc.).

c) Le secteur de l'élevage/agriculture

Le secteur de l'élevage/agriculture a bénéficié d'importants investissements surtout en milieu rural avec un montant global de 938 398 572 FCFA (soit 14% du financement global) pour l'exécution de **164** microprojets qui tournent autour de magasin de stockage, de moulins à mil, de parcs à vaccination, d'abreuvoirs, etc.

d) Le secteur de la Santé

Du fait de l'intervention d'autres partenaires comme l'Etat dans le cadre du BCI décentralisé, AFD..., le secteur de la santé occupe une place peu importante dans l'exécution du PNDL. Un montant total de 644 062 428 FCFA (soit 10% du financement global) est destiné à ce secteur stratégique avec la réalisation de 86 MP.

Dans le cadre du PAFA-E :

Globalement entre 2016 et 2020, 21 conventions ont été signées avec certaines CT de la région pour un montant total de 1 804 944 212 F CFA TTC. Ces conventions de financement sont réparties comme suit et par secteur :

1. Le secteur de l'élevage/agriculture

Les CT ont bénéficié d'importants investissements en milieu rural avec un montant global de 397 338 828 FCFA (soit 22% du financement global). Ces fonds doivent permettre :

- la construction et l'équipement de huit (08) plateformes des services des filières animales, de deux (02) centres de développement filières ;
- la construction et la réhabilitation de parcs à vaccination ;
- l'aménagement de quatre (04) périmètres maraîchers.

2. Le Secteur de l'Hydraulique et du désenclavement

Ces deux secteurs constituent les priorités de la région. Les CT ont bénéficié d'importants investissements en milieu rural avec un montant global 1 407 605 384 FCFA (soit 78% du financement global). Ces fonds doivent permettre :

- la réalisation de 58 km de pistes ; et
- la construction de deux ouvrages hydrauliques.

Dans le cadre de PARFA :

a) Le Secteur de l'Hydraulique

Les communes de Boulal et de Ouarkhokh ont bénéficié d'importants investissements pour la mobilisation des eaux de surfaces en passant par la réalisation des marres au niveau de ces communes pour un montant de 149 607 692 F CFA.

Dans le cadre du PACASEN

Durant l'année 2020, les communes pilotes (Louga, Kébémér, Linguère et Dahra) ont bénéficié à travers le guichet performance du FECT, avec un montant global de 442 174 676 F CFA d'importants investissements répartis comme suit :

Selon les secteurs, une nette priorité est accordée au secteur du transport et voirie (56%), suivi de celui du sport (15%), de l'environnement et cadre de vie, de l'hydraulique, de l'éducation, de l'énergie et de l'élevage qui viennent en dernière position avec respectivement 11%, 06%, 05%, 04% et 02 %.

1.3.3. Appui pour la réalisation d'études techniques

Avant la phase de réalisation des projets des collectivités territoriales, une étude préalable est menée pour estimer le coût des travaux et préparer le dossier technique qui est une partie intégrante du dossier de consultation.

Ainsi, la DAMO a soutenu l'élaboration des dossiers techniques des collectivités territoriales durant l'année **2020**. Au total **133** dossiers de consultation ont été dressés; **18** dans le cadre du **Plan de Louga (DRP** pour la construction d'édicules publics, de salles de classe, de mur de clôture et les équipements des salles de classes dans les communes de Koki, Niomré, Nguidile, Kelle Gueye, Gueth Ardo, Nguene Sarr, Mbédiène, Nguer Malal et Sakal) ; **11** dans le cadre du **PACASEN** (réhabilitation du stade municipal de Linguère, achat de wagons à ordures, extension de réseaux électriques et construction de deux salles de classes et AEP dans la commune de Dahra et achat de wagons à ordures, construction de salles de classe, d'espace vert, travaux d'adduction d'eau potable, travaux d'extension de réseau électrique et réhabilitation de l'abattoir de la commune de Kébémér) ; **11** dans le cadre du **PNDL** ; **01** dans le cadre du **PDZP** ; **04** dans le cadre du **PAFA-E** ; **01** dans le cadre du **FERA** et 87 dans le cadre d'autres projets inscrits dans leurs budgets (**fonds de concours, fonds propres etc.**).

Compte tenu des financements affectés la DRP et la DRPCO sont les modes de passations les plus utilisés.

1.3.4 Appui à la passation de marchés

Au cours de l'année **2020**, la DAMO a appuyé les **58** CT de la région dans l'élaboration des documents préalables à la passation des marchés publics et leur publication dans le SYGMAP. Il s'agit de l'avis général de passation des marchés (AGPM), du plan de passation des marchés (PPM), des actes de

nomination des membres de la commission des marchés (CM) et de la cellule des passations des marchés (CPM).

Globalement toutes les 58 CT ont vu leurs PPM publiés sur le portail avant la fin du premier semestre soit un taux de 100%.

Après la publication des PPM, la DAMO a assisté les collectivités territoriales dans la procédure de sélection des prestataires notamment par l'accompagnement des commissions des marchés des CT qui en font la demande, à l'ouverture des plis, à l'analyse des offres, ainsi qu'à l'élaboration des dossiers de contrats jusqu'à leur immatriculation.

1.3.5 Appui à la réalisation des ouvrages et à la réception des fournitures

L'ARD par des visites programmées et parfois inopinées procède au suivi technique de la réalisation des travaux. Chaque visite est sanctionnée par un rapport de mission et les recommandations qui en sont issues sont communiquées à la CT et aux prestataires.

Dans le cadre du PNDL :

Globalement sur les 21 MP retenus dans les conventions de financement de 2017, vingt (20) sont déjà réalisés et une (01) est en cours de réalisation.

Dans le cadre du PAFA-E/PARFA :

La DAMO a appuyé les communes de Boulal et de Ouarkhokh dans la passation des marchés publics relatifs à la réalisation de marres. Le prestataire « Vision Plus » a été retenu pour les deux communes et les contrats sont signés. Les travaux qui ont officiellement démarré du 25 au 26 juin 2020 sont exécutés à hauteur de 10% pour chacune des communes.

Dans le cadre de Plan International de Louga :

Dans le cadre du projet KOIKA Education, la DAMO a appuyé les communes de Koki, Niomré, Nguidile, Nguer Malal, Gueth Ardo et Sakal et Plan International dans la mise en œuvre de projets de construction d'infrastructures scolaires et sanitaires en 2020.

Des missions de visite de suivi ont été effectuées dans lesdites communes durant la période du 29 mai au mois de décembre 2020. Actuellement, les travaux ont été réceptionnés provisoirement.

Dans le cadre du SEN029 :

Durant l'année 2020, la DAMO a appuyé techniquement les communes de Louga et de Darou Mousty, les Conseils Départementaux de Louga et de Kébémér pour les projets GOM et DEL, les :

- travaux d'achèvement des décharges maîtrisées de Louga et de Darou Mousty ;
- travaux supplémentaires de génie civil de L'UTN de Louga ;
- équipements en matériels et en mobiliers pour le bloc administratif de l'UTN de Louga ; et
- travaux d'achèvement du mur de clôture du quai de pêche de Lompoul sur Mer.

Dans le Cadre du PDZP/PNDL :

L'Etat du Sénégal, a initié avec l'appui de partenaires techniques dont la BAD (Banque Africaine de Développement) et du Fonds OPEP, le programme de Désenclavement des zones de productions en ancrage au Programme national de Développement Local (PDZP/PNDL) qui vise à contribuer à l'amélioration de l'accès des populations rurales aux services socioéconomiques de base, ainsi qu'à l'augmentation des revenus et emplois ruraux.

L'ARD en collaboration avec la mission de contrôle, a participé au suivi des travaux réalisations des pistes de production que sont :

- Thiamène-Cayor-Sam Yabal pour 36 km; et
- Mbayène Thiasdy-Mbaye Awa pour 42 km.

Cependant avec l'ajout du tronçon de Keur Momar Sarr – Mpal, une mission conjointe entre l'ARD, le PDZP et la commune de Mpal a été effectué pour la reconnaissance du tracé. La procédure de passation des marchés est en cours.

Dans le cadre du PACASEN :

La DAMO a appuyé durant l'année 2020 les communes de Kébémér, Dahra et Linguère dans la mise en œuvre de leurs investissements et à la réception des provisoires des travaux.

1.4. Axe 3 : Appui au développement économique local

1.4.1 Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires

Tableau 7 : Récapitulatif des résultats intermédiaires de l'appui à la DEL.

Résultats intermédiaires	Indicateurs	Valeurs atteintes (1) Année N	Valeurs cibles (2) Année N	Taux de réalisation (3) = (1) / (2) x100 Année N
Développement des filières porteuses appuyées	Nombre de filières identifiées	04	00	00%
Porteurs d'initiatives économiques appuyés	Nombre de porteurs d'initiatives économiques accompagnés	292	ND	--
Territoires sont valorisés	Nombres d'initiatives réussies dans les CT	03	58	05.17%

Source : Rapport ARD, 2020

1.4.2 Appui au développement des filières porteuses

Par rapport aux projets structurant issus de la SRDEL, l'ARD en collaboration avec les Conseils départementaux continue d'appuyer leurs mises en œuvre, malgré l'achèvement du programme SEN 029, principal bailleur. Dans ce même cadre, l'ARD en collaboration avec l'ONUDI poursuit toujours le processus d'opérationnalisation de l'Observatoire Régional de l'Economie Locale (OREL). Avec le PDZP/PNDL, dans le cadre de l'élaboration de son plan d'actions, des ateliers d'identification et de validation des filières porteuses ont été organisés dans la Région de Louga plus précisément dans les communes d'intervention du projet Mboula, Kamb, Thiamene Cayor, Sam Yabal, les 01,02,03,04 Septembre 2020 respectivement. Les activités se sont focalisées sur la sensibilisation des acteurs aux interventions du PDZP, le rappel des actions

prioritaires retenues et de l'identification et la validation de deux filières par commune.

Ainsi, chaque CT a élaboré un plan d'actions en vue d'accompagner le développement des chaînes de valeurs. Ainsi le tableau ci-dessous nous renseigne sur les activités identifiées des CT et les filières porteuses identifiées.

Tableau 8 : Plan d'actions global

COMMUNES	PRODUCTIONS	PROJETS	FILIERES PORTEUSES
Kamb	Viande, lait, fromage	Elevage Ovin	Elevage Ovin Maraichage
	Arachide, mil, maïs	Autosuffisance Alimentaire	
	Poulets de chairs	Aviculture	
	Foins	Culture fourragère	
	Choux, carotte, navet, tomate, manioc	Maraichage	
Mboula	Viande, laine, lait, fromage	Elevage Ovin	Elevage Ovin Maraichage
	Huile et tourteau d'aliments de bétail	Exploitation de la Balanite	
	Choux, carotte, navet, tomate, manioc	Maraichage	
	Foins	Culture fourragère	
Sam Yabal	Arachide, mil, maïs	Autosuffisance Alimentaire	Aviculture Niébé
	Bétail	Elevage Ovin	
	Poulets de chairs	Aviculture	

	Choux, carotte, navet, tomate, manioc	Maraichage	
Thiamene Cayor	Bétail	Aménagement mur de clôture	Elevage Ovin Niébé
	Lait, viande, fromage	Elevage Ovin	
	Foins	Culture fourragère	

Source : Rapport ARD, 2020

1.4.2.1 Accompagnement des porteurs d'initiatives économiques

Appui renforcement des capacités des PIE et à l'insertion professionnelle :

Après la mise en œuvre des activités d'ancrage dans le cadre de la relance des MDL, la dynamique de continuité s'est de plus en plus en accrue à travers l'exécution des PTBA 2020 en rapport avec l'ARD. Ainsi le tableau ci-dessous nous montrent les actions de formations réalisées en partenariat avec la l'ARD et les BEL au profit des jeunes et femmes des départements de Kébémér Linguère et Louga.

Tableau 9 : Appui des MDL aux renforcements des capacités

MDL	Activités
Kébémér	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de trente (30) jeunes PIE et de Vingt Cinq (25) femmes sur l'éducation financière avec l'ONG DAHW ; - Formation en Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) pour les jeunes filles avec l'espace jeunes et l'ONG DAHW.
Linguère	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en plan d'affaires et appui à l'élaboration de projets innovants pour les jeunes formés ; - Renforcement de capacités en comptabilité et calcul des couts au profit de 20 jeunes entrepreneurs en partenariat avec l'ADEPME ; - Appui à l'élaboration de business plan pour les jeunes entrepreneurs avec l'ADEPME.
Louga	- Formation des Tailleurs et stylistes du département de Louga en

	<p>Techniques de design Assisté par Ordinateur, Coupes et Finition aux standards internationaux avec l'appui de l'ONG Belge « Ex-Change-Expertise » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacités de l'Association Handicap Form-Educ sur la gestion et l'opérationnalisation de son Unité de Traitement et Valorisation des déchets Plastiques avec l'appui de l'ONG Belge Ex-Change Expertise ; - Formation en transformation de céréales locales, et transformation des fruits et légumes de 60 femmes des GPF avec la 3FPT ; - Formation de 35 femmes de l'Association Handicap Form Educ en teinture-batich et 30 femmes en pâtisserie, dans le cadre des activités finales du Projet PAFA-Extension ; - Formation en Gestion Administrative et Financière de 02 cohortes de 20 femmes de la Commune de Niomré après leur obtention de périmètres maraichers et de moulins électriques avec l'appui de la Fondation CEPAIM d'Espagne ; - la MDL a aussi formé 22 jeunes filles basketteuses en transformation des Fruits et Légumes, dans le cadre du projet « Sport et Insertion socioprofessionnelle des jeunes ».
--	---

Source : Synthèse relance MDL, décembre 2020

Dans le cadre du partenariat avec le projet sur l'autonomisation des femmes et des jeunes du Projet Sectoriel Eau et Assainissement (PSEA), les groupements de femmes et les associations de jeunes des communes de Sakal, Thiéppe, Ndoyène, Boulal et Sagata Djolof ont pu bénéficier des formations en production de savon, en gestion de l'hygiène menstruelle et en production de serviettes hygiéniques lavables. Ces sessions de formations vont permettre à l'émergence d'une dynamique d'autonomisation des femmes et des jeunes pour faire d'eux de vrais pourvoyeurs du développement et par conséquent leur assurer des conditions de vie meilleures. Ainsi pour ce faire, il est prévu dans le cadre de projet de réaliser et d'équiper cinq (5) unités de production de savon dans les communes sus mentionnées et une unité régionale de confection de serviette hygiénique à Louga. Par ailleurs, la CPCSP en partenariat avec l'ARD, la Direction Régionale du Développement Communautaire et le Service Régional

de l'Assainissement de Louga, est en train de réfléchir sur un modèle de gestion de ces unités pour leur exploitation durable et productive.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'employabilité des jeunes par l'apprentissage non formelle (PEJA) : après la tenue en Décembre 2019, de l'atelier de lancement du projet et l'appel à candidature, l'ARD a appuyé le processus de sélection des maitres artisans durant 2020. En effet cet appui est relatif à la saisie et au suivi des dossiers de candidature et à la visite de conformité des ateliers de maitres artisans présélectionnés. Cependant le processus de sélection définitif des maitres artisans est toujours en cours. Ce retard est lié à l'impact de la pandémie de la COVID19.

Dans le cadre du projet SEN032 à travers son volet formation professionnel technique et employabilité, en collaboration avec l'IA et les Chambres consulaires, l'ARD a appuyé le l'élaboration de l'état des lieux des équipements mis à la disposition dans le cadre du SEN028. Ainsi cet appui a permis de capitaliser les différents dispositifs d'apprentissage expérimentés dans la zone de concentration du SEN32 qui définit un cadre harmonisé de développement de l'apprentissage.

Accompagnement dans la formalisation et la structuration

Des activités d'accompagnement sont menées au profit des jeunes et migrants dans la formalisation, la structuration et la sensibilisation comme nous l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 10 : Accompagnement des MDL

MDL	Activités
Kébémér	<ul style="list-style-type: none">- Accompagnement de trente (30) jeunes formés à la création et la formalisation d'un GIE dénommé les Jeunes Développeurs Economiques avec la GIZ ;- Accompagnement à la journée de sensibilisation à l'endroit des jeunes en partenariat avec l'ARD et la GIZ à travers son concept « Disso »

Linguère	- Rencontre avec les migrants de retour pour l'installation d'un bureau départemental de la Fédération des Associations des Sénégalais de l'extérieur et de Retour (FASER) à Linguère.
Louga	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création de l'association des filles basketteuses pour la transformation et la commercialisation de jus, sirops, marmelades et confitures à Louga ; - Appui conseil et orientation de l'association des basketteuses pour l'obtention de l'autorisation FRA à Louga ; - Accompagnement d'un migrant de retour pour la mise à disposition de 18 ha de superficie à usage agricole, dans le village de Kaïb DIA à Louga ; - Organisation des émigrés de la région de Louga en Association Deggo, et accompagnement à l'adhésion à la FASER (Fédération des Associations des Sénégalais de l'extérieur et de Retour.

Source : Synthèse relance MDL, décembre 2020

Dans le cadre de l'accompagnement à la formalisation, un guichet mobile a été organisé par l'APIX-SA en collaboration avec l'ARD et la MDL du 15 au 17 décembre 2020 dans la région de Louga. En effet le Guichet Mobile de promotion et de services aux entreprises est une activité conjointe avec toutes les parties prenantes, pour délocaliser la gamme de services offerte par la Plateforme de l'Investissement de son lieu d'activité habituel à un lieu d'attraction de sa zone de couverture, afin de contribuer à l'équité territoriale dans la délivrance de services publics de développement de l'entreprise et des investissements au Sénégal. Ainsi durant ces 72 heures, plus de trois cents (300) entreprises se sont formalisées avec la fourniture de NINEA, Registres de Commerce, Cartes Commerçants, Cartes Import/Export. Aussi, des rencontres B to B ont été organisées par le Guichet Mobile entre les PIE et DER, BMN, FONGIP, BNDE, ASEPEX, IPRES, Chambre des métiers, Chambre de commerce etc.

Par ailleurs l'ARD a contribué aussi à l'organisation de trois (3) panels du guichet mobile dont les thématiques se sont portées sur :

- *Relance de l'économie : facilités et incitations aux entreprises en période de la Covid-19 ;*
- *Agriculture et filières porteuses : sécurisation de la chaîne d'approvisionnement en période de covid-19 ; et*
- *Territoires viables et compétitifs : importance de l'aménagement du territoire et de la valorisation des produits locaux et naturels.*

Appui à la coopération décentralisée :

Dans le cadre de l'appui à la recherche et la mobilisation de partenaires de la coopération décentralisée, l'ARD en collaboration avec la MDL de Louga a organisé un atelier de renforcement de capacités en Techniques de Coopération décentralisée et stratégies de mobilisation de ressources additionnelles au profit des Maires et Secrétaires municipaux du département de Louga.

Malgré les efforts déployés dans le cadre de la relance des MDL, des difficultés sont notées dans l'atteinte des objectifs et elles ont pour noms :

1. l'insuffisance de moyens logistiques, informatiques et humaines des MDL ;
2. la léthargie du RAER et des RAED ;
3. l'autonomisation financière des MDL ; et
4. la situation sur la dévolution du patrimoine des GIC.

Face à cette situation, les recommandations ci-après nous permettrons sans nul doute d'améliorer le processus de relance des MDL. Il s'agira de :

- diligenter la mise à disposition des moyens logistiques par l'ARD en rapport avec le PNDL ;
- appuyer le fonctionnement de la MDL sur ligne budgétaire des conseils départementaux;
- rechercher des financements et élaborer des projets pour la mise en œuvre des activités du PTBA ;
- Formaliser les partenariats entre les MDL, les CD et les structures d'appui et de formation comme les le CFP ; et

- appuyer le processus de définition du modèle de gestion des projets structurants des trois (03) départements pour leur mise en œuvre.

1.4.2.2 Accompagnement à la valorisation des territoires

Principalement, les interventions sur ce volet vont dans deux sens :

- **Appui à l'élaboration de projets et à la recherche de financements**
Appui à l'amélioration du dynamisme des acteurs territoriaux

Dans son rôle d'harmonisation des interventions de tous les acteurs, l'ARD met à profit toutes les circonstances pour lancer ou appuyer les dynamiques existantes dans la région.

C'est dans ce sens que l'ARD a participé au festival alimentaire organisé par la FAPAL et partenaires dont l'objectif est de trouver des voies et des moyens mis en pratique de modèles agricoles saines et durables pour les exploitations familiales et dans le souci de promouvoir la dynamique de la consommation des produits locaux.

En outre, en rapports avec la Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels (DBRLA) et dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Résilience des Filières Agricoles (PARFA), l'ARD a participé à structuration et à l'installation des comités de gestion des ouvrages dans les communes de Boulal (*Nialdé et Yatty Mawndé*) et Ouarkhokh (*Deck Dow*).

1.5 Axe 4 : Appui à l'harmonisation des interventions, au suivi-évaluation et à l'animation des cadres de concertation

1.5.1 Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires

Tableau 11 : Niveau d'atteinte des résultats intermédiaires.

Résultats intermédiaires	Indicateurs	Valeurs atteintes (1) Année N	Valeurs cibles (2) Année N	Taux de réalisation (3)=(1)/(2) x100 Année N

Interventions harmonisées	Nombre de conférences d'harmonisation ou RAC tenues	01	01	100%
Animation des cadres de concertations appuyée	Nombre de cadre de concertation fonctionnel	00	00	00
Système de suivi-évaluation fonctionnel	Nombre de CL disposant d'un système fonctionnel de suivi-évaluation	00	00	00

Source : Rapport ARD, 2020

1.5.2 Etat de mise en œuvre des activités

1.5.2.1 Appui à l'harmonisation des interventions

- ❖ **La Revue Annuelle Conjointe** est une instance de coordination et de suivi qui regroupe l'ensemble des acteurs autour des problèmes du développement régional. Sa tenue permet à la région de disposer d'une cartographie claire des interventions dans l'optique de rendre compte des résultats enregistrés dans le suivi des performances de la politique économique et sociale.

La RAC 2020 devait faire le bilan des réalisations de l'année 2019, mais également, le suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires du premier semestre de l'année 2020. Cette édition revêt un caractère particulier dans ce contexte de mise en œuvre du second Plan d'Actions prioritaires (PAP 2019-2023).

La collecte des données a été entamée, mais du fait de la situation sanitaire liée au COVID 19, les réunions pour la rédaction du rapport régional ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

- ❖ **La conférence territoriale.** Pour l'édition 2020 de la conférence territoriale l'approche méthodologique de la précédente édition a été reconduite avec des outils de collecte qui classifient les engagements du CMD de 2012 et de tout autre investissement suivant les trois axes du PSE. A cela s'ajoutent, l'intégration de l'évaluation des investissements des CT et des ONG. Une réunion préparatoire du CTR s'est tenue le 16 novembre 2020.

Les ateliers de validation des rapports départementaux de Louga, Kébémér et Linguere se sont respectivement tenus les 08 et 17 décembre 2020.

L'atelier régional de validation du rapport régional est prévu dans la première quinzaine du mois de janvier 2021.

1.5.2.2 Appui à l'animation des cadres de concertation

1.5.2.2.1 Appui au suivi-évaluation

❖ Le suivi environnemental et social des projets de la région

A travers son projet « Intégration de la résilience climatique dans la production agro-pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche des champs écoles paysans », la FAO accompagne les Comités Régionaux Changements Climatiques, situés dans de la zone d'intervention du projet, dans la mise en œuvre de leurs plans d'action.

C'est dans ce cadre que le COMREEC de Louga a sollicité l'appui du COMNACC pour le renforcement de ces capacités sur les mécanismes de financement climatique, notamment les procédures d'accès au financement du Fonds Vert pour le Climat.

Pour ce faire, un atelier de deux jours avait été planifié. Cet atelier devait permettre aux membres du COMREEC de se familiariser avec certaines procédures du Fonds Vert, à travers la formulation de deux notes conceptuelles.

Cependant et compte tenu de la situation actuelle, marquée par la pandémie de la COVID 19, le COMREEC de Louga avait envoyé à la DEEC trois projets (un projet départemental et deux projets communaux) pour avis.

Au regard des informations à fournir dans la note conceptuelle, certaines parties des documents de projets doivent être renforcés d'où l'organisation d'un atelier pour leur finalisation.

Cet atelier a été tenu le 23 juin 2020 dans la salle de réunion de l'ARD.

Au final, seul le projet du département de Louga a été retenu et déposé au niveau de la DEEC.

❖ **La mise en œuvre du Programme de Renforcement de la Résilience Economique et Sociale des Populations (PRES) contre la COVID 19**

Dès l'apparition des premiers cas de coronavirus au Sénégal, le Président de la République a mis en place le Fonds Force Covid-19 d'un montant de 1000 milliards pour le financement du Programme de Résilience économique et sociale.

Un Comité Régional de Pilotage, de Supervision et de Validation a été mis en place par arrêté du gouverneur de région pour la mise en œuvre du PRES.

Ce comité a tenu plusieurs réunions pour la validation des listes des ménages bénéficiaires de l'assistance alimentaire, et des demandes de financement pour les fonds de Résilience des secteurs de la pêche et de l'agriculture.

Dans sa composante « **Renforcement de la Résilience sociale des populations** », l'Etat a dégagé une enveloppe de 69 milliards pour l'acquisition de denrées destinées aux ménages vulnérables.

Dans ce cadre, le Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale est chargé de l'acquisition et de la distribution desdits kits alimentaires composés de 100 kg de riz, de 10 litres d'huile, de 10 kg de sucre, de 10 kg de pâtes alimentaires et d'un paquet de 18 morceaux de savon à 1 million de ménages.

Le comité Régional de Pilotage, de Supervision et de Validation sur instruction a effectué une mission de suivi-évaluation de la distribution des kits alimentaires le **mercredi 18 juin 2020**.

Pour ce faire trois équipes avaient été constituées pour se rendre dans les centres de distribution des trois départements de la région.

Des recommandations ont été formulées par les différents acteurs rencontrés :

- Revoir l'approche (Top-down)
- Adapter l'intervention selon les localités (la pâte alimentaire par exemple pose problème)
- Stabiliser le RNU en incluant les personnes détentrices de CEC

- Transfert d'argent préférable surtout en cette période de pandémie
- Subventionner les denrées de première nécessité
- Impliquer davantage les sous-préfets
- Augmenter le quota pour une plus large prise en charge des ménages impactés
- Motiver les membres des comités de ciblage et de distribution
- Améliorer la planification et l'acheminement des denrées entre le département et ces communes
- Prévoir un stock de sécurité pour combler les pertes

Dans le cadre du **fonds de résilience destinés aux acteurs de la Pêche artisanale**, le comité régional s'est réuni le lundi 15 juin 2020, sous la présidence de l'Adjoint du chargé du développement du Gouverneur pour la sélection et la pré-validation des demandes de financement.

Ainsi, pour ce premier lot, un total de 120 demandes a été reçu des différents services déconcentrés du ministère des pêches, pour une valeur de 162 300 000 francs soit 8,11 % du fonds global.

Un examen minutieux a permis de constater que toutes les demandes comportent les pièces demandées à savoir une copie de la CNI et des statuts des groupements. Les membres du comité ont reconnu que tous les demandeurs sont identifiés comme acteurs de la pêche. Ainsi, le comité a jugé recevables tous les 120 dossiers et les a validées pour transmission au comité ad hoc national.

❖ **La capitalisation de l'expérience du projet Financement Direct (FD) de Abt USAID Renforcement du Système de Santé Plus (RSS+)**

Le programme santé ABT USAID, appuie depuis plusieurs années les efforts du Gouvernement pour améliorer l'état de santé des populations sénégalaises à travers plusieurs interventions et dispositifs complémentaires mis en œuvre par des agences d'exécution. Le financement Direct est un mécanisme qui consiste à transférer directement des ressources à un bénéficiaire qui en assure la gestion pour appuyer la mise en œuvre d'activités éligibles sur la base d'un contrat. Le model utilise est le Fixed Amount Award (FAA) qui est une

subvention à cout fixe que l'USAID octroie à une entité publique à travers une agence d'exécution ou une ONG. Ce financement fonctionne à l'aide d'un mécanisme de remboursement des couts engendrés par des activités exécutées pour l'atteinte d'un niveau de performance (milestone) fixé à l'avance dans un contrat dénommé lettre d'exécution.

A travers le FD, trois objectifs spécifiques sont visés par le programme de santé USAID (2016 – 2021) mis en œuvre dans les régions de Kaolack, Fatick, Thiès, Louga et Dakar :

1. Améliorer le processus de planification, de budgétisation et de mise en œuvre des interventions à haut impact sur la sante de la mère et de l'enfant à tous les niveaux du système de santé publique,
2. Améliorer la transparence et l'obligation de rendre compte dans le secteur de la sante,
3. Renforcer Les capacités de gestion des régions médicales, des districts sanitaires et des acteurs locaux de la sante.

Après trois années de mise en œuvre (2017, 2018 et 2019) le programme a jugé nécessaire de capitaliser l'expérience du FD en tant que bonne pratique de gestion permettant de faciliter l'accès aux services de santé au niveau régional.

Les quatre thèmes de capitalisation retenus sont :

1. Le Comité Régional de Validation,
2. Les arrangements contractuels formalisés à tous les niveaux du système de santé régional,
3. La valorisation des stratégies avancées intégrées et
4. La systématisation des rapports financiers périodiques au niveau régional et district.

Un atelier de production thématique a été organisé du 24 au 28 aout 2020 au cours duquel, les grilles de caractérisation et de description de l'expérience ont été renseignées pour chacun de ces quatre thèmes. S'en est suivie, une réunion du groupe restreint du 15 au 17 septembre au bureau national pour exploiter et finaliser les productions des groupes thématiques.

Les prochaines étapes du processus de capitalisations du FD sont les suivantes :

- Organiser les visites de terrain pour Collecter les données complémentaires,
- Recueillir les témoignages (autorités administratives et collectivités territoriales, membres du CRV, bénéficiaires, OCB contractantes, etc...
- Organiser un atelier d'écriture du rapport de capitalisation,
- Organiser une réunion de partage et de validation du rapport avec le groupe élargi, et
- Valider le rapport par le MSAS.

1.6 Axe 5 : Pilotage de l'Agence Régionale de Développement

1.6.1 Gestion et coordination de l'ARD

Comme ce fut le cas des années précédentes, l'ARD s'est inscrite durant 2020 dans une dynamique de consolidation des acquis et de pérennisation des résultats d'accompagnement des CT dans leurs missions de développement territorial.

Malgré les difficultés financières, les efforts entamés depuis 2016 ont été poursuivis ; ce qui a permis de résorber les arriérés de cotisation de l'IPRES de 23 millions.

Evaluation de l'ARD de Louga : L'ARD a pour mission générale l'appui à la coordination et à l'harmonisation des interventions et initiatives des collectivités territoriales en matière de développement local. Mais depuis son installation, il n'y a pas eu d'évaluation, c'est ainsi qu'une mission d'évaluation des ARD a été initiée par le ministre de tutelle. Cette initiative devrait permettre de diagnostiquer les tenants et les aboutissants des missions des ARD vis-à-vis de leurs collectivités territoriales respectives et des partenaires. Pour cela, elle a permis aux évaluateurs et l'équipe de l'ARD d'échanger sur les missions réelles de l'ARD, les objectifs, les réalisations faites et les contraintes/difficultés qu'éprouve l'agence régionale de développement de Louga.

1.6.2 Communication

Comme toute structure qui se veut durable dans l'exercice de ses missions, l'ARD a mis en place un dispositif en perpétuel changement compte tenu des circonstances qu'elle traverse pour palier tous déficits d'informations qui pourrait porter atteinte à son bon fonctionnement. A cet effet, une grande importance est accordée à l'accès à l'information en interne par la systématisation de fiches circulaires. C'est dire, qu'à chaque évènement, ces fiches servent de support pour informer l'ensemble des responsables de division et pour notifier spécifiquement ou globalement les concernés sur les dispositions à prendre dans le cas à considérer.

A côté de ce pan non moins important, la communication de l'ARD s'oriente vers l'extérieur avec des initiatives prises depuis 2016 pour plus de visibilité des actions qu'elle entreprend. Dans ce sillage, un ensemble de supports visuels ont été confectionnés en 2018 pour améliorer et diffuser les valeurs de cette structure partout ou de besoin. Dans la même logique, des plaquettes sous forme de brochures ont été confectionnés avec l'appui du PNDL.

Par ailleurs, l'ARD est en train de finaliser son site web qui contribuera à la visibilité des actions de tous les jours.

1.6.3 Partenariat

Dans l'exercice de ses missions qui font qu'elle est très souvent sollicitée par d'autres structures intervenant dans la région, le partenariat est érigé en principe de fonctionnement à l'ARD. De ce fait, dans la quête de solutions aux différentes préoccupations des populations, aucun partenariat n'est négligé, dès l'instant qu'il peut permettre à toute l'équipe d'être plus présente auprès des populations et de mieux maîtriser leurs besoins.

C'est ainsi qu'en 2020, la collaboration a été renforcée consolidée entre l'ARD et les services techniques déconcentrés mais aussi les projets et programmes intervenants dans la région comme le PNDL, l'ADM (PACASEN), le PUDC, le Lux

DEV (SEN029), le PDZP, le Programme « Réussir au Sénégal » le PREFELAC, l'ADPME, le PASA/LouMaKaf, Plan International, le PAFA Extension, APIX, PLASERI/PASPED, DRIAS, Plan International.

Dans le même ordre d'idées, des accords de partenariats ont été établis avec l'Université Alioune Diop de Bambèye et certains autres instituts et établissements de formation ou de recherche comme le CEFAM/CFP, le CFP/ex-CRETEF.

Ainsi, l'objectif de l'ARD de Louga est de maintenir et de renforcer le dynamisme dans ce sens pour se donner tous les atouts dans ce monde changeant.

2. Etat d'exécution fiduciaire

2.1 Etat d'exécution des marchés

Conformément au décret 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics, l'ARD avait établi et a fait publier son plan de passation des marchés (PPM) pour l'année 2020. Compte-tenu de certaines priorités, le tableau ci-dessous indique l'état d'exécution des marchés retenus pour 2020.

Tableau 12 : Etat d'exécution des marchés programmés pour l'ARD en 2020

Numéro marché	Réalizations envisagées	Type de Marché	Mode de passation	Réalisé	
				Oui	Non
S_ARDLG_001	Assurance maladie pour le personnel	Services courants	DRP simple	OUI	
NS_ARDLG_002	Nettoyement des locaux de l'ARD	Fournitures	DRP simple	OUI	

Source : Rapport ARD 2020.

2.2 Etat d'exécution financière

2.2.1 Situation de la mobilisation des fonds

Outres les cotisations des collectivités locales, l'ARD trouve essentiellement ses ressources de fonctionnement des subventions de l'Etat comme nous l'indique le tableau suivant.

Tableau 13 : Situation de la mobilisation des fonds de l'ARD

Rubriques	Prévisions (en FCFA)	Réalisations (en FCFA)	Restes à réaliser (en FCFA)	Niveau d'exécution (%)
Cote part du report affecté au fonctionnement	27 550 000	27 550 000	0	100,00
FDD 2020	64 000 000	64 000 000	0	100,00
APPUI FCT ARD	35 700 000	35 700 000	0	100,00
PART CT	28 300 000	15 850 000	12 450 000	56,00
Partenariat	1 500 000	0	1 500 000	0
Total Recettes	157 050 000	143 100 000	13 950 000	91,12

Source : Rapport ARD 2020.

Concernant la cotisation des CT, beaucoup d'efforts ont été faits par ces dernières en 2020. En effet, les CT de la région ont contribué globalement à hauteur de 15 850 000 F CFA ; soit un taux de mobilisation de 56 %.

Ainsi, les 15 850 000 F CFA mentionnés dans le tableau représentent le montant effectivement disponible dans les comptes de l'ARD au 31/12/2020.

2.2.2 Par axe d'intervention

Malgré les difficultés enregistrées durant 2020, des partenaires ont eu à collaborer avec l'ARD de Louga sur ses cinq axes d'interventions comme nous le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Situation des partenaires mobilisés par axe d'intervention

Axe d'intervention	Partenaires présents	Fonds injectés
Appui à l'élaboration des PTI/PDT	PNDL	7 601 250
Appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales	PNDL/ DRIAS/ Plan International	1 440 568
Appui des communes face à la COVID 19	LUX DEV	16 000 000
Pilotage de l'Agence régionale de Développement	PNDL	0

Source : Rapport ARD, 2020

2.2.3 Par partenaire

Au-delà de la mobilisation des partenaires autour des centres d'intérêts de toutes les entités territoriales de Louga, l'ARD, de par sa proximité avec les collectivités locales a contribué à la facilitation de l'intervention de certaines structures en leur apportant son expertise sur des questions liées au développement de leurs activités. Dans ce cadre, plusieurs relations furent ficelées et le tableau ci-dessous, nous indique les différents partenaires avec qui, l'ARD a eu à collaborer durant 2020.

Tableau 15 : Situation financière par partenaire.

Partenaires	Activités	Montant reçu	Exécution effective
PNDL	Indemnités stagiaires	10 200 000	10 200 000
PNDL	Appui institutionnel (carburant)	1 500 000	1 500 000
PNDL	Appui à l'élaboration des PTI/PTT	7 601 250	7 601 250
PNDL	Appui relance MDL	1 804 490	1 804 490
DRIAS	Assistance à la maîtrise d'ouvrage	640 568	640 568
TOTAL		21 746 308	21 746 308

Source : Rapport ARD, 2020

3. Difficultés majeures rencontrées et solutions mises en œuvre et/ou préconisées

La situation de la Pandémie du COVID 19 a plombé la mise en œuvre de beaucoup d'activités durant cette année 2020. A cela s'ajoutent les difficultés récurrentes dont est confrontée l'ARD de Louga. Il s'agit notamment de :

- L'insuffisance des moyens financiers et humains et logistiques de l'ARD et la vétusté du parc automobile ;
- Du faible niveau d'implication de certains acteurs dans le processus de planification ;

- La faiblesse des ressources humaines et des moyens financiers des CT ;
- Le faible accompagnement des partenaires notamment dans les processus DEL enclenchés depuis des années mais aussi dans l'élaboration des documents de planification des CT ;
- Le non-respect par certaines CT de leurs engagements vis-à-vis des partenaires en particulier le PNDL relativement à la clôture des conventions ;
- La lenteur dans la mobilisation des ressources du PNDL comme contribution aux conventions de financement ;
- l'absence de personnel dédié à la division d'appui au développement économique local de l'ARD ;
- l'insuffisance de moyens logistiques, informatiques financiers des MDL ;
et
- La léthargie du RAER et des RAED.

4. Conclusion, leçons apprises et recommandations

Globalement, le bilan de la mise en œuvre des activités de l'ARD durant l'année 2020 est assez satisfaisant, malgré la pandémie et les difficultés d'ordre financier et technique.

L'essentiel des activités déroulées dans la région, ont été fortement encadrées par l'équipe de l'ARD.

Cependant, pour plus d'efficacité et d'efficacités dans ses résultats, l'ARD doit être dotée de ressources financières adéquates et conséquentes et bénéficier d'un renouvellement de son équipement automobile et informatique et d'avoir une propriété immobilière pour ses bureaux.

5. Les perspectives pour 2021

Les perspectives pour l'année 2021 tournent autour des actions ci-dessous :

- Appuyer d'autres CT dans l'élaboration de leur document de planification ;

- Appuyer toutes les CT dans toute activité de gouvernance afin d'améliorer leurs performances ;
- Rechercher des partenaires pour le renforcement des capacités des acteurs territoriaux de la région de Louga ;
- Finaliser le processus de relance des Maisons de Développement Local (MDL) et appuyer la poursuite de la mise en œuvre de la SDEL dans toute la région ;
- Appuyer les CT dans la recherche de financements pour la réalisation de leurs projets structurants ;
- Appuyer les organisations de la région dans la recherche de financement pour la réalisation d'activités économiques par le biais des mécanismes existants surtout dans la région ;
- Poursuivre la mise en place et l'opérationnalisation de l'Observatoire Régional de l'Economie Locale (OREL).
- Finaliser la clôture des conventions en souffrance ;
- Appuyer la finalisation de la réalisation des pistes communautaires au profit des communes de Mboula et Sam Yabal dans le cadre du PDZP/PNDL ;
- Appuyer la finalisation des projets financés dans le cadre du SEN029 ;
- Appuyer la finalisation des travaux de construction de projets en cours avec le PAFA-E ;
- Appuyer l'exécution des micros projets retenus dans les conventions du PNDL (guichet BPS 2016 et 2018 et guichet PMIB 2017 et 2018) ;
- Appuyer les quatre communes pilotes du PACASEN dans le respect des CMO et l'atteint des IDP et dans l'exécution des investissements programmés dans le cadre du PACASEN ;
- Appuyer l'exécution technique pour les communes bénéficiaires des édicules supplémentaires dans le cadre du projet Koica-Education/Plan-PU Louga ;

- Appuyer la finalisation et la réception des travaux de réhabilitation du CRZ de Dahra dans le cadre du projet DRIAS ;
- Appuyer les CT dans la réalisation des travaux dans le cadre des fonds de concours et fonds propres ;
- Appuyer techniquement les membres des CM et CPM dans les procédures de passation des marchés notamment dans l'utilisation du SYGMAP ;
- Appuyer les OP bénéficiaires dans la construction des poulaillers pour l'acquisition de tracteurs et de matériels d'exploitation ;
- Appuyer les CT cibles à l'identification de promoteurs pour l'acquisition d'équipements (tracteurs, batteuses à mil, égreneuses, moulins à mil etc.)
- etc...

6. Annexes

Tableau 19 : Situation technique et financière des FDL du PNDL

Situation de l'exécution technique du FDL du PNDL

Régions	Nombre de conventions signées		Nombre total de microprojets toute génération confondue		Nombre de microprojets définitivement réceptionnés toute génération confondue		Nombre de microprojets provisoirement réceptionnés toute génération confondue (1)		Nombre de conventions à clôturées		Nombre de conventions clôturées	
	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme
Louga	0	251	34	954	7	837	1	867	11	13	7	220

Tableau 20 : Situation de l'exécution financière du FDL/PNDL

Régions	Montant des conventions signées		Montant des contrats		Montant total décaissé toute génération confondue	
	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme	durant l'année 2020	depuis le démarrage du programme
Louga	0	6 703 401 000	69 639 896	6 113 128 142	69 140 756	5 999 396 660